L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 3 AVRIL 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI 3 AVRIL 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un ati	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Le relèvement de l'Industrie Cotonnière.

L'industrie cotonnière est en souffrance. Les marchés d'Amérique et d'Europe sont encombrés de textile dont les prix diminuent à proportion de l'excédent de la production sur la consommation. Il a été résolu en conséquence, de diminuer la culture du cotou, de vingt à vingt-cinq pour cent, dans toute la région qui le produit, depuis le fond du Texas jusqu'aux plages de la Georgie, des Carolines et de la Virginie, le long de l'Atlantique.

Mais ce n'est là au mal qu'un remède temporaire et d'une efficacité plus que douteuse. La production de la matière première ne rapporte plus que la moitié des revenus qu'elle procurait auparavant aux planreurs et il est inutile de compter sur les retours des anciens jours de prospérité ; ils sont passés et ne reviendront plus.

C'est ailleurs qu'il faut chercher le grand remède. Il ne s'agit plus seulement de produire le coton brut, il faut savoir aussi le travailler et en tirer un meilleur parti qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Après l'avoir récolté, il est nécessaire de savoir le travailler. Pourquoi ne pas établir, comme on a déjà résolu de le faire dans les Paroisses Floridiennes de la Louisiane quelques grandes ou petites filatures dans les campagnes, auprès des plantations de coton. On commencerait par fabriquer des cotonnades communes, de vastes moulins à coton pourraient s'élever près des filatures. Pourquoi n'y ajouterait-on pas également des usines où l'on extrairait l'huile de la graine, où l'on fabriquerait des tourteaux pour alimenter les animaux et engraisser les terres ; de telle sorte que le planteur ne se bornant plus à tirer de la culture de coton les maigres profits qu'il fait aujourd'hui, pourrait en faisant passer le textile par toutes les transformations dont il est susceptible, conserver pour lui tous les bénéfices de l'industrie cotonnière qui vont aujourd'hui enrichir l'étranger à ses dépends.

Il faut des capitaux pour en arriver-là, dira-t-on. Soit ! Pourquoi les planteurs, petits et grands, ne s'associent-ils pas, et ne font-ils pas au moyen de la mise en commun des capitaux dont ils pourrait disposer par la coopération, en un mot ce que chacun d'eux réduit à ses seules ressouces, ne peut tenter ?

Là est le mal dont souffrent nos planteurs ; là est le secret du relèvement de l'industrie cotonnière. Nos planteurs le comprennent, nous le savons ; mais auront-ils le courage de mettre le plan à exécution ? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

CORNÉLIUS HERZ.

Le *Galignani Messager* prétend que Cornélius Herz est très accablé à la pensée du prochain dénouement de la demande d'extradition dont il est l'objet. Il a été informé que le gouvernement français est absolument déterminé à faire tout le possible pour obtenir cette extradition et que l'Angleterre ne peut pas la refuser.

Il a bien tort le docteur Cornélius. On s'arrangera certainement dans le gouvernement pour lui donner toute satisfaction, dès que les apparences auront semblé sauvegardées.

AUTOUR D'UN DOSSIER

Lettres inédites de la marquise de Pompadour, du maréchal Berthier, de la reine Hortense, de l'impératrice Eugénie, de M. Thiers et d'Emile Augier.

Les amateurs d'autographes vont être dans le ravissement : M. Etienne Charavay, qui a pour eux des tendresses de père, va jeter dans la circulation quelques centaines de lettres de toute provenance, et parmi lesquelles il en est un grand nombre—signées de noms illustres—qui présentent un réel intérêt.

Nous-mêmes avons eu, dit un chroniqueur du *Gaulois*, la bonne fortune de compulser ce volumineux dossier où dorment, dans un côte à-côte égalitaire, des billets de Robespierre et de la marquise de Pompadour, de Charles VIII et de Barras, de Corneille et d'Henri IV, de Victor Hugo, d'Alexandre Dumas, de Jules Janin, de Ludovic Halévy, de Mme Adam, etc.

Quelques lettres, prises au hasard des recherches, en diront plus long que tous les commentaires que nous en pourrions faire C'est d'abord celle de la marquise de Pompadour, grande dame jusque dans les moindres expressions. Elle dit son horreur des sacrifices et, en somme, comme elle est bonne, elle demande qu'on ne montre pas à ceux dont elle se plaint la colère qu'elle exhale dans ce billet :

Nevers, 22 janvier 1761.

Je vous envoie la lettre de M. Gérard. Vous y verrez que c'est un sacrifice qu'il me fait Je déteste les sacrifices de tout le monde, à plus forte raison de ceux que je n'aime pas. Dites-le lui, ou à son beau-père, et que si les motifs de sa démission sont ceux qu'il me dit, je n'en veux pas.

Comment donc, il dirait que je me suis fâchée contre lui parce qu'il n'a pu rembourser et qu'il n'a trouvé d'autre moyen d'être heureux qu'en donnant sa démission pour me plaire et vendant sa maison pour vivre. Fi ! l'horreur. Je suis en fureur. N'y soyez pas en lui parlant.

M. DE POMPADOUR.

* * *

Il eût été vraiment dommage qu'on laissât dans les cartons cette lettre du maréchal Berthier, ministre de la guerre de Napoléon Ier. Elle est d'une netteté et, si l'on peut dire, d'un autoritarisme extraordinaire.

Milan, le 5 prairial an 13.

Au général de brigade Douzelot chef d'état-major de l'armée de Brest :

J'ai mis sous les yeux de l'Empereur, général, votre lettre du 21 février. Sa Majesté m'a fait connaître positivement que si Elle avait eu quelque motif pour se méfier de vous, Elle ne vous aurait pas conservé le poste que vous occupez : que cependant votre conduite près le général Pichegru aurait pu lui donner des idées pénibles ; que, néanmoins, vous avez reçu des témoignages de la confiance de Sa Majesté et que vous avez en plusieurs fois l'honneur de servir sous ses ordres. Elle a vu avec mécontentement qu'avec légèreté et sur le témoignage d'une lettre anonyme, vous avez accusé votre camarade, et qu'enfin vous avez sollicité des certificats d'officiers de marine.

Si quelqu'un dans cette affaire a droit à une réparation, c'est le général Sarrazin.

J'ai déjà fait connaître au maréchal Augereau combien ces menées sont condamnables. C'est ainsi qu'on parvient à diviser les armées, en commençant par supposer que les généraux sont divisés ; les moyens que l'on emploie sont misérables et tiennent à des habitudes contractées sous de faibles gouvernants; ils ne peuvent réussir auprès de l'Empereur, qui est dans l'usage d'employer tous les officiers sans s'informer d'autre chose que de leurs qualités militaires et de leur mérite à la guerre, Faites donc votre devoir, occupez-vous de votre métier et ayez pour principe qu'on bon soldat ne juge point son gouvernement.

En vérité, monsieur le général Douzelot, je ne puis m'empêcher de vous le dire : ayant eu l'honneur de commander longtemps comme officier général, je suis humilié de voir des officiers généraux demander à des officiers de marine et à des autorités civiles des certificats de civisme. Nos certificats sont dans notre conduite, dans les services rendus, dans la force de notre propre conscience, dans le noble orgueil de l'homme qui n'a aucun reproche à se faire.

Comme chef de l'état-major, vous devez me répondre de tous les mouvements qui peuvent agir r l'armée. Je vous ordonne de me faire connaître l'auteur de la lettre, si elle est signée, afin que je le fasse poursuivre ; si elle ne l'est pas, je ne sais que penser en voyant de bons officiers s'agiter pour une lettre anonyme.

Depuis que l'Empereur est à la tête du gouvernement, voilà la première fois qu'il s'aperçoit d'autsi étranges menées.

Mon intention positive est que vous fassiez connaître aux généraux que, par leur sensibilité à l'honneur, ils doivent des réparations au général Sarrazin, à un de leurs camarades si indignement calomnié.

Je vous salue avec une considération distinguée.

Le ministre de la guerre,

Maréchal BERTHIER.

Voici une lettre, d'un caractère intime, de la reine Hortense, mère de Napoléon III :

Si tu as le même temps à (illeible) qu'ici, mon cher Eugène, je te plains, car nous sommes continuellement à la tempête. Mais la vue est si belle que ce lac orageux a même quelque chose de piquant. Ces dames et Louis sortent cependant tous les jours. Pour moi, qui suis prise par le pied, je reste au coin du feu et je n'ai pu encore aller voir ta maison, qui s'élève, dit-on. J'en vois quelque chose de ma fenêtre. Ma maison est assez bien arrangée. Plus d'odeur de peinture. Mon œuvre est presque achevée, et plus je vois mon petit établissement, plus je l'aime. Quand mon gouverneur sera de retour, je serai tranquille sur Louis, et voilà ce qui m'est le plus nécessaire à présent, car c'est comme un petit cheval échappé, et mon pauvre abbé n'est plus ce qu'il me faut pour cela.

Ce pauvre Lavalette est bien triste à Augsbourg. Si tu lui procurais la petite distraction de venir te voir, il y serait sensible. Auguste ne compte pas quitter ses enfants cette année, m'écrit-elle. J'aurais eu bien du plaisir à la voir ici. Mes chambres sont présentables à présent, mais rien n'est beau que par le beau temps.

Dans mes bâtisses, je compte transformer un premier en salle de spectacle. Quand on devient vieille et qu'on a des enfants, il faut encore penser à leur plaisir pour qu'ils n'aillent pas en chercher ailleurs.

Ta chère Joséphine a donc fait sa première communion. La voilà toute prête à un autre sacrement. Comme cela nous vieillit ! J'embrasse tous ces chers enfants, ainsi qu'Auguste et toi, et tu sais combien je vous aime.

Ce 5 juin 1820.

HORTENSE.

Les familiers des Tuileries sauront peut être en quoi consistait "l'affaire du thé", dont parlait l'impératrice Eugénie dans la lettre que voici : Nous n'avons malheureusement pas pu connaître le nom du destinataire : qui sait si, parmi ceux qui nous lisent, il ne se trouvera pas quelqu'un pour nous renseigner exactement ?

En rentrant chez moi, j'ai trouvé votre lettre, et, quoique tard, je n'ai pas voulu la laisser sans réponse. Cette malheureuse affaire du thé est une chose finie, par conséquent il n'en reste plus rien, dans mon esprit ; je suis, du reste, désolée qu'elle vous ait coûté des larmes, car je n'ai jamais accusé votre cœur, bien que la forme était bien faite pour m'étonner.

Croyez à tous mes sentiments.

EUGÉNIE.

Une lettre de M. Thiers à la princesse Bagration semble indiquer que Napoléon III s'entretint parfois, avec plaisir, de l'historien. Le futur président de la république ne paraît pas avoir été insensible à ses hommages :

Mercredi matin.

J'ai été surpris et charmé des éloges qui m'ont été distribués de si haut, et je n'en suis nullement offusqué. L'Empereur connaît mon opinion et mes goûts de retraite, et n'a voulu qu'une chose, prouver son impartialité et dire une parole flatteuse à l'historien de Napoléon. Je vous remercie de la part que vous prenez à ce qui me touche et j'irai bientôt vous en remercier, très chère princesse.

Agréez mes tendres respects,

A. THIERS.

Mme la princesse Bagration.

Enfin, voici un billet d'Emile Augier qui fixe un point de notre histoire dramatique :

26 novembre.

Mon cher Sarcey,

Ce que vous dites de la collaboration dans votre feuilleton de ce matin est aussi vrai en général qu'inexact dans l'espèce des *Lionnes pauvres*, et je suis charmé que vous m'offriez une occasion bien neste de protester publiquement contre une erreur dont j'ai toujours été plus froissé dans mon sentiment de la justice que mon ami Foussier dans son amour-propre d'auteur.

Je déclare donc à haute et intelligible voix non seulement que Foussier a sa large part dans la conception des *Lionnes pauvres*, mais que si la balance devait pencher d'un côté ou de l'autre, ce serait plutôt du sien que du mien. Laissons la égale pour ne pas être obligés de peser les infiniment petits.

Je suis bien sûr que cette réparation envers un homme dont vous auriez la valeur vous sera aussi agréable qu'à moi-même. D'ailleurs, elle confirme votre théorie à titre d'exception.

Bien à vous,

E. AUGIER.

Le Canal de Nicaragua.

Enfin, voilà quelque chose de visible, de tangible. L'administration de Washington s'est remuée ; elle a fait un pas en avant. Il y a un précédent, un commencement d'exécution. En toute chose, il n'y a que le premier pas qui coûte. Tout dépend de la dépense du premier sou ; cela engage.

Le Président n'a pas une bien grosse somme à sa disposition. Le Congrès lui a alloué pour les études préliminaires à faire, en vue de la construction future du Canal de Nicaragua, la piètre somme de vingt mille dollars. Nous reconnaissons bien là les habitudes de lésinerie de nos législateurs.

Deux ingénieurs ont été choisis, l'un dans l'armée, l'autre dans la marine, le colonel W. R. Craighill et le lieutenant commandant M. T. Endicott, deux autorités en pareille matière. Reste un troisième membre à nommer par le Président. M. Cleveland n'a pas encore fait son choix, mais on sait qu'il est désigné d'avance ; c'est, dit-on, le colonel J. A. Montgomery, un constructeur distingué de chemins de fer. Une fois nommée, la commission des trois va examiner à New York les plans, les spécifications, les différentes offres faites pour la construction. Puis elle partira pour Greytown, afin de pouvoir étudier le projet sur les lieux. Elle devra faire son rapport au Président, au commencement de novembre. Alors les travaux pourront commencer si, toutefois, suivant sa douce habitude, le Congrès ne renvoie pas l'exécution de projet aux calendes grecques, comme il l'a fait, récemment encore, pour le trop fameux chantier d'Alger, dont on parle toujours et que l'on ne construit jamais.

En tout cas, le premier pas est fait. Ce nest pas beaucoup, mais c'est mieux que rien,

Sophie Arnould disait de Beaumarchais :

—Cet homme sera pendu, mais la corde cassera.

M. Charles Camille Doucet.

Un vide vient encore de se faire au sein de l'Académie française : l'un de ses membres les plus distingués et son secrétaire perpétuel, M. Charles Camille Doucet, nous apprend le télégraphe, a été trouvé mort dans son lit lundi dernier.

Né à Paris le 16 mai 1812, dans un peu plus d'un mois, il eut eu quatre-vingt trois ans, longue et honorable existence qui fut entièrement consacrée à l'étude et au travail.

Après s'être fait recevoir avocat, Doucet passa quelque temps dans une étude de notaire puis entra dans l'administration de la Liste civile.

Ses débuts au théâtre furent marqués par un vaudeville, *Léonce*, qui porta, avec sa signature, celle de Bayard, et qui fut joué aux Variétés le 4 août 1858. D'honorables succès lui échurent quand il écrivit plusieurs pièces et une comédie en vers. A l'Odéon, il donna *Un Jeune Homme*, trois actes, 29 octobre 1841 ; l'*Arocat de sa Cause*, un acte, 5 fóvrier 1842 ; le *Dernier Banquet de* 1847, revue en trois actes, 30 décembre 1847 ; *les Ennemis de la Maison*, 3 actes, 6 décembre 1850 ; cette dernière œuvre fut reprise avec des changements au Théâtre-Français en 1854.

C'est également sur la scène de ce théâtre qu'ont été représentés *la Chasse aux fripons*, trois actes, 27 février 1846 ; *le Fruit défendu*, comédie, trois actes, 25 novembre 1857.

En 1858, ces derniers ouvrages ont été réunis sous le titre de *Comédies en vers* (2 vol. in-8). Aux Français, il a donné depuis *la Considération*, comédie en quatre actes, en vers, 6 novembre 1860.

Doucet a laissé aussi de nombreuses poésies et diverses pièces de circonstance, notamment : *Versailles, le 16 mars* 1856 ; *le chant du cygne*, petit drame en vers ; *le 6 juin* 1806, à-propos en vers, représenté à l'Odéon à l'occasion de l'anniversaire de Corneille ; deux scènes lyriques : *Vélasquez*, 1847, la *Banque d'Antonia*, 1849, couronnées par l'Académie des Beaux-Arts.

Pendant nombre d'années, il fut critique au *Moniteur parisien*.

En 1853, Doucet obtint la nomination de chef de la division des théâtres au ministère d'Etat, et, en cette qualité, il fut chargé de la haute direction des théâtres impériaux de Paris et des départements. Il devint directeur de l'Administration des théâtres au ministère de la maison de l'empereur, le 1er juillet 1863.

Sa candidature à l'Académie française, à diverses reprises, réunit un certain nombre de suffrages, et il en fut élu membre le 7 avril 1865, en remplacement d'Alfred de Vigny. Sa réception eut lieu le 25 février de l'année suivante ; et ses collègues lui firent l'insigne honneur de le nommer secrétaire perpétuel à la mort de M. Patin.

Plusieurs fois, il fut élu membre du Conseil général de l'Yonne pour le canton de Villeneuve-Archevêque. Chevalier de la Légion d'honneur en avril 1847, il était promu officier en août 1857, commandant le 7 août 1867, et grand officier le 14 juillet 1891.

Le télégramme que nous avons reçu hier annonçait le décès du grand ecrivain, sans donner les circonstances qui ont environné sa mort.

Elève et domptage d'éléphants.

On a fondé récemment à Berlin une entreprise, au premier abord assez singulière : c'est un comité pour le domptage des éléphants.

Les personnes qui composent cette Société prétendent que l'on détruit en Afrique, chaque année, 50 ou 60,000 de ces pachydermes, pour trafiquer de leurs défenses, et que l'on ne tardera pas de la sorte à les anéantir complètement. Elles ajoutent que c'est là une grande folie, que les éléphants, une fois domptés, peuvent rendre en Afrique d'immenses services pour les transports, que le massacre annuel de ces animaux rapporte au commerce 15 ou 20 millions de marks et que si l'on en domptait autant que l'on en tue, on pourrait gagner environ 250 millions de marks. Le comité se propose donc de tenter dans le Cameroun allemand l'élève et le domptage des éléphants en suivant des procédés analogues à ceux dont on se sert dans l'Inde.

ÇA ET LA.

Sept sépultures épiscopales ont été récemment découvertes dans l'église cathédrale d'Evreux, au cours des fouilles motivées par les travaux de restauration du chœur.

On vient de reconstituer l'identité de deux des évêques ensevelis dans ces tombeaux. Ce sont Mgr Henri de Maupas, décédé en 1680, et Mgr Jacques Le Noël du Perron.

Deux autres sépultures sont probablement celles de Mgr Raoul du Fou, qui fut enterré au milieu du chœur de l'église en 1510, et de Mgr Bernard Cariti, décédé vers l'an 1383. Celle-ci se trouve en effet, directement placée au-dessous du vitrail où Bernard Cariti est représenté montrant de la main son tombeau.

Les corps de Mgr de Maupas et de Mgr de Perron ont été placés séparément dans deux cercueils de zinc. On a réuni dans un troisième les ossements provenant des sépultures dont on n'a pu établir l'identité.

Ces trois cercueils ont été déposés dans un caveau en pierres de taille placé sous le marche-pied du maître-autel, et qui contenait avant les fouilles dont nous avons parlé les restes présumés de Mgr du Fou.

Chronique du duel :

Une rencontre à l'épée a eu lieu, l'autre soir, à Gabès, entre les lieutenants Monragès et Canrobert, du 4e spahis. M. Canrobert a été légèrement blessé au biceps droit.

Le motif du duel est inconnu.

On se rappelle que, récemment, à la suite de la discussion, à la Chambre, du vote relatif aux funérailles du maréchal Canrobert, le lieutenant Canrobert eut un duel avec M. Hubbard, député de Seine-et-Oise, duel dans lequel M. Hubbard fut blessé assez grièvement.

Connaît-on l'œuvre des vieux timbres poste ?

Fondée il y a environ quatre années, elle n'a pas tardé, quoique modeste dans ses origines, à prendre un développement considérable, non seulement en France, mais dans toute l'Europe, aux Etats-Unis et même dans l'Océanie.

Elle se propose de venir en aide aux missionnaires, et c'est grâce aux ressources qu'elle s'est créée que le R. P. Cambier a pu fonder récemment, dans l'Etat indépendant du Congo, une nouvelle chrétienté à quatre lieues au sud de Lusambo et à cent mètres de Lubi, sur la rive droite.

Le village ainsi construit par le Père Cambier n'est pas encore achevé, mais les travaux marchent rapidement. Il a reçu le nom de Saint-Trudon, berceau de l'œuvre des Vieux Timbres.

Un joli trait de mœurs suisses.

L'instituteur de Videy, district de Bromgarten, est fort âgé. Les rigueurs du dernier hiver l'avaient mis dans la presque impossibilité de se rendre à son école distante de deux kilomètres de son domicile par des chemins couverts de neige et de verglas.

Extrêmement contrariés de ce contretemps, ses élèves imaginèrent de fabriquer un traineau très confortablement aménagé, et chaque matin, quatre d'entre eux se rendaient au domicile du maître, l'installaient dans le traineau et l'amenaient à l'école de toute la vitesse de leurs jambes. Le soir, quatre autres élèves ramenaient le professeur chez lui, et ainsi chaque jour, tant que dura le mauvais temps.

Le beau temps étant revenu, le vieil instituteur a pu reprendre ses habitudes et venir seul, à pied, à son école

Une petite fête intime a eu lieu à cette occasion, et tous les habitants de Videy y ont pris part, en portant des toasts à l'instituteur et à ses jeunes élèves.

Curieuse anecdote concernant la superstition qui existe encore, en ce moment, chez les paysans russes et l'avarice des popes.

A Wiasowetz, dans la province de Kaloga, un paysan eut l'idée de proclamer qu'une image qu'il avait dans sa demeure avait le pouvoir d'opérer des guérisons miraculeuses. Beaucoup de personnes vinrent apporter de riches présents à l'image vénérée, dans l'espoir d'être guéries. Mais le pope, informé de ces faits et voyant qu'on empiétait sur ses prérogatives, ordonna qu'on apportât l'image à l'église. Refus énergique du paysan.

Le pope porta plainte à l'autorité locale, qui envoya une escouade de police enlever l'image. Les paysans, exaspérés, se saisirent des officiers de justice, les enfermèrent dans une hutte, où ils durent rent l'objet des insultes des femmes et des enfants. Ils ne furent rendus à la liberté qu'à l'arrivée d'un escadron de dragons venu en toute hâte de la ville voisine.

Centralisation et militarisme.

En Suisse, comme partout, la centralisation et le militarisme font chaque année de notables progrès. Il a été déjà signalé la propension du gouvernement féderal à organiser l'armée sur de nouvelles bases, et on a fait connaître les innovations apportées au système traditionnel sous prétexte de constituer la défense des forts qui doivent surveiller le Gothard. Voici maintenant que le Conseil fédéral a proposé un projet qui, touchant à la fois à la Constitution et à la loi sur l'armée, modifie complètement l'état de choses créé par la législation de 1874. Désormais l'armée serait, avec un service actif plus ou moins prolongé, soustraite à l'autorité des cantons et placée entre les mains du pouvoir central. Évidemment la forme fédérale perdrait là ce qui fait son originalité et peut-être sa force. Le canton, privé peu à peu de toutes ses attributions, ne serait plus qu'une circonscription administrative comme les arrondissements ou les départements en France, et la Confédération helvétique, après cette évolution caractéristique, ne serait plus que la République suisse.

Du Rhin à Fontainebleau.

Sous ce titre, M. le comte Louis de Ségur poursuit la publication des mémoires de son grand-père le général comte de Ségur, de l'Académie française, parus sous le titre général "Un aide de camp de Napoléon".

Dans un avant-propos, les éditeurs, MM. Firmin-Didot et Cie, exposent que ce troisième et dernier volume achève le drame impérial. Il comprend l'organisation du 3e corps des gardes, dont le général de Ségur fut chargé en 1813, et l'histoire de la campagne de 1814.

Cette infinie misère d'une lutte disproportionnée, Ségur, toujours instruit aux meilleures sources, la fait, disent les éditeurs, ressortir en pages douloureuses. Quant aux mouvements stratégiques, à la participation hésitante des chefs de corps, ainsi qu'aux événements de toute sorte qui amenèrent l'abdication de l'empereur, il faut en lire le poignant récit pour se convaincre à quelle hauteur d'impartialité Ségur plaçait le rôle de l'historien.

Les Embarras de l'Impôt sur le Revenu.

Il faut en convenir, ni l'administration de Washington, ni le Congrès ne jouent de bonheur dans leurs innovations budgétaires. Il y avait des impôts, des sources de revenu auxquels tous les contribuables étaient parfaitement accoutumés, contre lesquels personne ne regimbait. Les choses allaient trop bien ; il fallait changer tout cela. N'est-ce pas la spécialité des politiciens d'embrouiller toutes les situations, même les plus simples, les plus limpides. ?

Dans un pays comme celui-ci, où l'on conteste tout ; où, à propos de tout et hors de tout propos, avec ou sans espoir de réussir, rien que pour le plaisir d'entraver les projets d'autrui, dans la sphère politique ou dans le domaine économique, on fait appel aux tribunaux, pour leur arracher un déret au moins suspensif—dans un pareil pays on devrait se garder de changer, à tout moment, l'assiette de l'impôt, de tarir surtout les anciennes sources de revenu, pour en chercher, à tout hasard de nouvelles. On risque alors, au moment de la levée de la taxe, de se trouver en face d'une opposition qui en paralyse la perception, en l'interdisant péremptoirement, ou en l'ajournant indéfiniment.

C'est précisément ce qui arrive à propos du nouvel impôt sur le Revenu—impôt naturellement et forcément impopulaire parmi ceux des contribuables qui fournissent à l'Etat ses plus abondantes ressources. On l'attaque au point de vue de la Constitution qu'il violerait, au nom de l'égalité qu'il méconnaîtrait, au nom de l'équité dont il ne tiendrait aucun compte, au nom même du communisme sur la pente duquel il engagerait l'Etat.

Les choses en sont là, pour le moment, en attendant que l'on crée de nouveaux obstacles, non plus au principe de la taxe, mais à sa mise en application, en cherchant à tout moment, par des déclarations mensongères à frustrer l'Etat de ce qui devrait lui revenir ; de telle sorte qu'au moment où l'on compte sur une rentrée au Trésor de cinquante à soixante millions, on n'en trouve dans les caisses que vingt-cinq ou trente.

Voilà, à la lettre, ce qui se passe actuellement, ou va se passer bientôt, à propos du nouvel impôt qui peut être assez juste en principe, mais dont on ne peut contester la profonde impopularité et le caractère essentiellement vexatoire.

MOTS D'AUTREFOIS.

Mme Cornuel voyant une de ses nièces fort fardée :

—Mon Dieu ! lui dit-elle ma nièce, que vous avez là un joli masque.... On vous voit le visage à travers.

Le docteur Lées.... disait dans une conversation sur l'état mental de l'assassin Verger :

—Il ne peut être fou ; d'abord ce serait la honte des véritables aliénés.

Voyageurs arrivés aux principaux hôtels.

Hôtel Cosmopolitain E Renpete, Chicago; J H Bidille, N Y; T A Sien, Chattanooga, Tenn; F M Pierce, William Pierce, J C Thomas, British Honduras; C G Robinson, Cincinnati; A W Glendening, Boston; A C Goldstuches, N Y; A Winkelhouse, St Louis; A Irving, F H Waring, N Hasberg et femme, N Y; Jno J Ryan, E B Bushing, Texas; J Humphry et femme, Chicago, Ill; H A Tomlinson, Boston, Mass; E Freld, Londres, Ang; Alex Harris, D W C Baker, New York ; J F How et femme, Mlle Baker, New York ; M Kuoetinger, New York; Ike May, Richmond, Va; H F Oxnard, Nebraska; E W Mance, Quincy, Ill; C A Soupa et femme, Louisiane ; J Simon, Quincy, Ill ; J B Lyon, B Rotsing, B M Calleender, Mme E V Elliott et fils, Chicago ; A M Davis et femme, Ind; Geo Kinderson, New York.

DEPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Nouvelles Européennes.

Incendie d'une Ville en Irlande.

Presse Associée du Sud.

Dublin, 2 avril—Un incendie fait rage à Galeray, dans le comté de Tuam, et menace de détruire la ville entière. Cette place est située dans l'intérieur et l'eau ne s'y trouve pas en quantité suffisante pour combattre les flammes.

Bismarck a bien dormi.

Presse Associée du Sud.

Friedricharuhe, 2 avril—Le Prince de Bismarck a dormi profondément la nuit dernière et s'est levé à 10 heures du matin. Il est un peu fatigué de la journée d'hier, mais il est en bonne santé Le temps est brumeux et froid. Friedricharuhe présente un aspect désolé ; les débris de la fête traînent de tous les côtés.

Le docteur Schweiniger ne permettra pas à Bismark de recevoir qui que ce soit aujourd'hui. Le maire de Munich et les autres autorités de cette ville verront l'ex-chancelier demain.

Une Bombe à Buda-Pesth.

Presse Associée du Sud.

Buda-Pesth, 2 avril.—Une personne inconnue a essayé la nuit dernière de détruire le monument élevé au général Hentzi, défenseur de la forteresse de Buda-Pesth pendant la révolution. Une bombe a fait explosion au pied du monument, mais quoique les vitres des maisons voisines ont été brisées, il est resté intact.

Guillaume sarcastique.

Presse Associée du Sud.

Berlin, 2 avril—Le *National Zeitung* dit qu'au banquet de la cour hier soir, en l'honneur de Bismarck, Guillaume a ironiquement exprimé au baron Von Buel Berenberg et au docteur Spahn, Président et second Vice-Président du Reichstag, son regret de les voir obligés de représenter cette assemblée en une occasion aussi fâcheuse. Cette remarque a fait beaucoup rire à leurs dépens, mais ils n'en ont pas moins poussé des acclamations et choqué leurs verres lorsque le toast a été porté à Bismarck.

Guillaume et le Reichstag.

Presse Associée du Sud.

Berlin, 2 avril—Au moment où Buel et Spahn, Président et Vice Président du Reichstag, ont été présentés hier à l'empereur par le prince de Hohenlohe, Sa Majesté leur a exprimé son grand désir de les voir remplir leurs devoirs au Parlement, ainsi que son espoir de voir l'activité de l'assemblée tourner au bien de la nation.

Nouvelles Américaines.

Accident de Chemin de Fer.

Presse Associée du Sud.

Bangor, Me., 2 avril—Le train numéro 93 du Maine Central, parti à 6 heures 45 du matin de Bangor, transportant à la vieille ville et à Aroostook des voyageurs se rendant à Houlton et à Caribou, s'est jeté sur l'express de nuit arrivant de St-John, New Brunswick.

L'accident a eu lieu sur une pente, à trois milles de la ville. Le train de Bangor était très chargé et conduit par deux locomotives.

Les trois mécaniciens et les trois chauffeurs ont pu sauter et échapper à la mort, à l'exception du chauffeur de l'express, James Ward, qui a été écrasé par les débris du wagon des postes.

L'employé des messageries Eben Shaw, s'est grièvement blessé en sautant de la voiture. Les agents des Postes, Caleb F. Palmer, et Fred. S. Woodbury, de Bangor, ont été ensevelis sous les débris. C'est meurtris qu'on les a retirés, mais heureusement ils n'avaient aucun os cassé.

Henry A. Appleton, de Bangor, a sauté du train au moment de la collision et s'est cassé la jambe gauche au-dessus de la cheville, les os perçant la peau en plusieurs endroits.

Aucun des autres passagers n'a été sérieusement blessé.

Les trois locomotives sont brisées ; quant aux wagons des postes et des bagages, ils ont été réduits en morceaux.

Les Elections de Chicago.

Presse Associée du Sud.

Chicago, 2 avril—Un temps parfait, avec le thermomètre à quelques degrés au-dessus du point de congélation et un soleil brillant.

Les votants sont en grand nombre aujourd'hui, et il est probable que les deux partis réuniront un grand nombre de partisans. Le plus grand intérêt est manifesté dans l'élection du maire et le résultat est très douteux. Les candidats sont Frank Wanton, Démocrate, et George B. Swift, Républicain. Tous les deux se sont engagés à supporter la cause du Service Civil et des réformes municipales s'ils sont élus.

Swift a été défait aux dernières élections par le maire Hopkins ; il a contesté l'élection, mais sans résultat. Wenton est le candidat de la faction Hopkins dans la campagne présente. On s'attend à voir plusieurs Aldermen qui ont voté pour des mesures pour lesquelles ils ont été accusés de corruption, renvoyés à la vie privée. Les autres fonctions électives sont celles de Trésorier de la Ville, d'Avocat-général, de Secrétaire de la mairie et de Juge de la cour de circuit.

Recrues pour le Gouvernement.

Presse Associée du Sud.

New York, 2 avril—Une dépêche spéciale de Santiago au *Herald* dit que deux cents recrues pour le gouvernement sont arrivées de Porto Rico.

Le général Lachambre est retourné à Santiago.

Le Canal de Panama.

Presse Associée du Sud.

New York, 2 avril—La grève des ouvriers du canal continue et le travail de construction est complètement paralysé.

Une autre tentative de brûler la ville de Colon a été faite dans la nuit de samedi, la veille du dixième anniversaire de la destruction de la ville par Preston.

Le gouvernement a déclaré que la douane de Cuicuta restera fermée pendant le temps que la province de Santander restera au pouvoir des révolutionnaires.

Les autorités de Maracaïbo, dans le Vénézuéla, ont reçu de Caracas l'ordre d'empêcher tout trafic par ce port avec l'intérieur de la Bolombie.

La Révolution au Pérou.

Presse Associée du Sud.

New York, 2 avril—De Lima, une dépêche spéciale envoyée au *Herald* dit que le général Pierola est parti avec 500 hommes, quatre canons et deux Gatlings pour Molleno.

En qualité de commandant en chef de l'armée, il se rend au sud pour écraser les forces du général Mas, s'il est nécessaire.

Le gouvernement a aboli la taxe sur le sucre, et prépare des plans pour rappeler tous les impôts illégaux créés par Cacérès pendant sa présidence.

Essais de charbon

Presse Associée du Sud.

Washington, 2 avril—Le ministre Herbert a prévenu le commandant David, du croiseur Montgomery, que les compagnies minières Coal Creek et Tennessee Coal, de Knoxville, dans le Tennessee, enverront chacune soixante-quinze tonnes de charbon pour être mis à l'essai. Ce charbon sera délivré à Mobile ; il est probable que le Montgomery l'emploiera pendant le voyage au Nicaragua où il doit conduire la commission d'ingénieurs chargés d'inspecter le canal.

Les Etats-Unis et Cuba.

Presse Associée du Sud.

Washington, 2 avril—En ce qui concerne les Etats-Unis, l'insurrection de Cuba prend singulièrement un ton politique. Pendant ces derniers jours, des lettres ont été reçues à la légation Espagnole d'anciens soldats confédérés du Sud offrant leurs service pour aider l'Espagne à réprimer la rébellion.

Quoiqu'il n'y a pas de probabilité d'acceptation de ces offres, le fait est curieux, car il démontre qu'il y a encore des vétérans confédérés prêts à combattre ceux qui s'opposent à la "Destinée Fatale."

Ceux qui suivent avec attention les évènements de Cuba émettent des doutes sur la question de savoir si l'achat de l'île par les Etats-Unis, ou la conquête par ce pays, serait profitable aux propriétaires de terres.

Lorsque la Floride a été achetée de l'Espagne, les Etats-Unis ont consenti à payer $5,000,000, mais cette somme a été dépassé par les réclamations de Washington pour la caisse de navires pendant les années précédentes.

En peu d'occasions, si ce n'est pas du tout, les Etats-Unis ont reconnu les concessions faites par l'Espagne, et, au lendemain de la prise de possession, ces terres ont été déclarées ouvertes à ceux qui voulaient s'y établir ; dans quelques occasions, même, elles ont été vendues aux enchères.

Mexique et Guatémala.

Presse Associée du Sud.

Washington, 2 avril.—Les faits, au sujet du règlement, hier, du différend de frontières entre le Mexique et le Guatémala sont, dit-on, les suivants :

Il y a un an environ, la police du Guatémala a acheté un certain nombre de chantiers de bois situés dans la partie disputée dont, à ce moment, le Guatémala réclamait la propriété.

Ces terrains comprennent environ 4,000 milles carrés et sont de grande valeur par les essences de bois qu'ils produisent.

Quoique le Guatémala en réclamait la possession, les deux gouvernements savaient bien qu'ils rentreraient dans le domaine Mexicain lorsque la délimitation des frontières serait terminée et acceptée par les deux pays.

L'indemnité que le Guatémala devra payer au Mexique est la conséquence de l'expulsion des Mexicains engagés dans le commerce des bois. La somme ne sera pas très importante, mais elle ne sera guère inférieure à un million.

D'un autre côté, l'entente conclue entre M. Léon, le représentant du Guatémala à Mexico, et le ministre des Affaires Etrangères du Mexique, donnera au premier de ces gouvernements le contrôle absolu d'un territoire de 1,000 milles carrés, réclamé par le Mexique, mais que le Guatémala n'a pas voulu abandonner. Ce territoire se trouve à l'est du premier, sur la route directe entre les départements du nord et sud de la République.

La possession de ces terres riches en minéraux et en bois d'acajou, est d'un immense intérêt au Guatémala, et, de fait, de bien plus grande importance que l'aut